



Royaume du Maroc
Le Chef du Gouvernement



المرصد الوطني للتنمية البشرية
المركز الوطني للتنمية البشرية
Observatoire National
du Développement Humain

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015



Angle, Av Allal El Fassi et Av des FAR • B.P.: 6836 Hay Riad - Rabat.
Tél.: 05 37 57 69 51/61 • Fax : 05 37 56 56 47
Site web: www.ondh.ma

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015



SOMMAIRE

- I. OUTILS D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN**
- II. ETUDES D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN**
- II. PARTENARIAT ET COMMUNICATION**

I- OUTILS D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

Systeme d'information AL BACHARIA

➤ **Extension du SIT dans les régions de Fès-Meknès, de Drâa-Tafilalet, du Grand Casablanca – Settat, de Béni Mellal – Khénifra et de Guelmim – Oued Noun**

Cette étude a pour objectifs le développement d'un système d'information territorial ciblé et ouvert permettant le suivi et l'évaluation des politiques et projets locaux de développement humain, la mise en place de mécanismes de partenariat, d'échange et de communication, et l'enrichissement du contenu de la banque de données de l'ONDH.

Elle vise également la centralisation et la mise à la disposition des décideurs, des partenaires et du public, des informations structurées, normées et documentées relatives au DH au niveau des différentes échelles territoriales, le développement d'un système de veille permettant l'alerte, la réactivité, la prévision et l'analyse des écarts des réalisations par rapport aux objectifs des politiques publiques et programmes de développement, et l'animation d'un débat autour du développement humain.

L'extension du Système d'Information Territorial relatif au développement humain est programmée au niveau de 16 préfectures et provinces appartenant aux régions de Fès-Meknès, de Drâa-Tafilalet, du Grand Casablanca – Settat, de Béni Mellal-Khénifra et de Guelmim-Oued Noun à savoir Fès, Moulay Yacoub, Séfrou, Boulemane, Ouarzazate, Zagora, Tinghir, Ben Slimane, El Jadida, Berrachid, Settat, Sidi Bennour, Khouribga, Béni Mellal, Fquih Ben Salah, Azilal en plus de la province de Sidi Ifni.

Les travaux de collecte des données sur terrain sont prévus pour le mois de février 2016.

➤ **Formation sur les outils du SIT**

1. Formation sur le SIT

Ayant pour principaux objectifs le transfert des compétences nécessaires aux acteurs locaux, utilisateurs d'Al Bacharia, pour l'exploitation optimale du système d'information Al Bacharia, l'ONDH a programmé une session de formation au profit des représentants des Départements des préfectures et provinces couvertes par le SIT.

Cette session de formation vise à apporter l'assistance technique en matière de transfert de compétences sur l'utilisation du Système d'Information Al Bacharia pour l'acquisition des diverses techniques de géo-localisation en plus de la clarification du mode de remplissage des canevas relatifs aux indicateurs et coordonnées géographiques des projets pour garantir la mise à jour du système.

Une première session de formation a été effectuée au sein de la province de Sidi Kacem durant le mois de décembre 2015, tandis qu'elle sera assurée pour la totalité des préfectures et provinces des régions de Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan- Al Hoceima ainsi que l'Oriental et Rif durant le premier trimestre de l'année 2016.

Mise à jour du tableau de bord d'AL BACHARIA

Le tableau de bord du système d'information AL BACHARIA de l'ONDH est conçu comme étant un outil très efficace et utile pour le diagnostic des problématiques transversales ou "nœuds du futur", qui correspondent aux blocages et aux déficits structurels liés à des dimensions nodales du développement humain, telles qu'elles ont été identifiées par le Rapport 50 ans de développement humain et perspectives 2025.

L'ONDH a procédé à sa mise à jour en intégrant les données actualisées à l'échelle nationale et internationale.

Ces données sont relatives aux indicateurs liés aux thématiques diverses du développement humain, ce qui permet, entre autres, de suivre les avancements des réalisations des objectifs du millénaire pour le développement « OMD », et plus encore des objectifs de développement durable « ODD », adoptés au mois de septembre 2015.

Afin d'offrir aux décideurs un moyen complet de prise de décision et de plaidoyer, la valeur prévisionnelle de l'année 2030, calculée avec la plus grande rigueur statistique, sera intégrée.

Réseau virtuel de documentation

La première étape de ce réseau, qui a démarré en 2010, a été consacrée à la mise en place d'un centre virtuel de documentation sur le développement humain qui a été finalisé en 2012. Sa base de données en texte intégral regroupe actuellement plus de 1800 ouvrages traitant les thématiques de développement humain.

La deuxième étape, qui reste tributaire de l'adhésion des partenaires disposant de fonds documentaires relatifs au développement humain, vise la constitution d'un véritable réseau virtuel de documentation.

L'ONDH a effectué des entretiens avec des partenaires en vue de les sensibiliser quant à l'intérêt de la mise en place de ce réseau. Dans ce même cadre, il a élaboré la charte de ce réseau qu'il a transmis à une vingtaine de partenaires.

Une première réunion a été organisée, le 15 juin 2015, dans les locaux de l'ONDH, en présence des représentants des 11 partenaires nationaux à savoir : l'Université Moulay Ismail de Meknès, l'Agence de Développement Social, l'Université Mohammed V de Rabat, la Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud de Casablanca, l'Université de Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, le Centre National de Documentation, l'Université Abdel Malek Essaâdi de Tétouan, la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, l'Université Al Akhawayn d'Ifrane et enfin l'Université Ibn Zohr d'Agadir..

Durant cette réunion, on a procédé à :

- La validation de la charte fondatrice du Réseau et du règlement intérieur ;
- La constitution du bureau exécutif ;
- La mise en place d'un plan d'actions (formation Dspace, ...).

La convergence des positions des participants en la matière a conduit à la validation de la charte fondatrice du Réseau et du règlement intérieur ainsi qu'à la constitution du bureau exécutif.

2. Matinée de formation sur le logiciel Dspace

Suite aux recommandations de la réunion tenue en juin 2015 avec les membres fondateurs du RCDV-DH, une matinée de sensibilisation sur DSpace a été organisée dans les locaux de l'Observatoire National du Développement Humain au profit des représentants des différents partenaires nationaux notamment l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, l'Agence de Développement Social, la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, la Fondation du Roi Abdul Aziz AL Saoud de Casablanca et l'Université Abdel Malek Essaâdi de Tétouan.

L'ONDH a introduit, durant cette matinée, qui a eu lieu en juillet 2015, les participants au logiciel DSpace, a présenté ses avantages par rapport aux produits similaires sur le marché, sa communauté, et les a initié aux standards Dublin Core adopté par ce logiciel.

Les perspectives à court terme de ce projet sont définies comme suit :

- Coordonner entre les 3 autres partenaires chargés de la documentation virtuelle (CNRST, Fondation du Roi Abdul Aziz et Bibliothèque Nationale) ;
- Adopter une classification standard répondant aux normes internationales en bénéficiant des expériences de la Fondation Abdul Aziz Al Saoud et de la Bibliothèque Nationale ;
- Organiser des ateliers de classification des thèmes pilotés par la Fondation Abdul Aziz Al Saoud et la Bibliothèque Nationale ;
- Programmer des formations avancées sur le logiciel DSpace au niveau régional.

Une session de formation avancée sur le logiciel Dspace sera programmée durant le premier trimestre de l'année 2016.

3. Journée de formation sur la CDD

Vu l'impact positif qu'a eu la matinée de formation sur le logiciel Dspace chez les membres fondateurs du RCDV-DH, il a été décidé d'organiser un atelier sur les techniques de la classification de la documentation, notamment la Classification Décimale Dewey « CDD ».

La Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc « BNRM » s'est portée volontaire pour l'organisation de cet atelier qui a eu lieu en juillet 2015.

Ayant pour but principal l'acquisition des différents aspects théoriques et pratiques utilisés pour classer la documentation à travers la méthode de classification CDD, cette journée a connu la participation active des partenaires et s'est déroulée dans un climat d'apprentissage et de partage des connaissances en la matière.

II. ETUDES D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

Au cours de l'année 2015, l'ONDH a poursuivi la réalisation et a lancé une série d'études dans le cadre de l'accomplissement de sa mission d'évaluation des politiques publiques en matière de développement humain. Il s'agit notamment de l'évaluation de l'impact de l'INDH, du RAMED, de la couverture médicale et de la gouvernance de l'INDH, de la promotion de l'égalité de genre dans la vie économique, de la qualité des services rendus par les secteurs sociaux (Education et Santé). L'ONDH a également publié les résultats de l'étude sur l'inclusion des ménages démunis par l'habitat et a établi les termes de références des études d'évaluation des programmes de l'appui social du MENFP et a lancé une investigation concernant les déterminants de l'échec scolaire.

➤ Etude sur la pérennité des projets INDH

Cette étude vise à analyser dans quelles mesures les projets engagés au niveau de l'INDH ont eu des bienfaits durables, s'ils reposent sur l'appropriation locale et utilisent les savoir-faire et les moyens locaux, selon ce qui convient à la situation.

Cette pérennité sera appréhendée aussi bien au niveau fonctionnel (par exemple le fonctionnement d'un foyer féminin, de Dar Talib, soutien administratif, etc.) qu'au niveau économique (frais récurrents continus ou des dépenses futures qui devront être couvertes, matériaux ou équipement nécessaires, etc.) et relationnel des projets avec leur environnement.

En 2014, les deux premières phases ont été réalisées. La première consiste en la préparation de l'enquête par le choix des 400 projets répartis par milieu (urbain et rural), l'élaboration des questionnaires et des guides d'entretien.

Durant la deuxième phase, une enquête pilote a eu lieu pour tester les questionnaires et les documents de l'enquête avant le lancement de l'enquête proprement dite. Elle vise à parfaire ces documents, à estimer le rendement des enquêteurs et à quantifier les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de la mission dans les meilleures conditions. Cette enquête pilote a concerné 15 projets de différents types, répartis équitablement entre les provinces d'Al Haouz, de Kenitra et de Fès durant la période allant du 26 Mai au 07 Juin 2014.

En premier semestre 2015, la deuxième phase relative à l'enquête terrain a été finalisée et le rapport provisoire de la phase trois a été élaboré et soumis au comité de pilotage pour validation.

Une deuxième version du rapport a été élaborée suite aux remarques du comité de pilotage. Par la même occasion, une synthèse de ce rapport final de l'étude a été livrée.

Dans la perspective de mieux évaluer les projets ayant un impact direct sur les problèmes liés à la ruralité et au genre, une sélection d'une quinzaine de projets de Dar Taliba a été réalisée pour une enquête complémentaire sur le terrain.

L'objectif de cette opération est d'évaluer les effets de ce genre de projets sur la scolarisation de la fille en milieu rural, évaluer la pérennité de leur fonctionnement et la qualité des services offerts en matière d'hébergement, la cantine, le soutien scolaire...

Le budget global englobant investissement plus fonctionnement, étant naturellement limité, alors des questions fondamentales s'imposent, à savoir :

Quelle part de ce budget, doit-on réserver au fonctionnement ; notamment aux renouvellements des installations et équipements de ces établissements ; à la rémunération du personnel et à la restauration ?

D'où vient le budget de fonctionnement qui permet de couvrir toutes les prestations d'exploitation requise ? Les retards éventuels enregistrés ?

Il serait, par conséquent, intéressant de connaître les solutions appliquées dans telles situations, ainsi que leur efficacité, en termes de durabilité et du satisfaction des usagers.

Pour pouvoir trouver des réponses à ces problématiques, cette étude sera focalisée sur une approche méthodologique s'appuie essentiellement sur :

a) La recherche documentaire

Des visites des DAS et les Départements concernés sont prévues pour récupérer les documents ou les dossiers de base de ces projets. L'analyse de ces documents nous permet d'avoir des informations détaillées sur l'Origine de l'idée de création de l'établissement, Objectifs initiaux de l'unité en terme de Capacité, des zones cibles, Composantes du Budget d'investissement.

b) Enquête de terrain

Cette visite concerne essentiellement la visite de l'établissement et l'entretien avec les bénéficiaires.

Les données à collecter à ce stade concernent la Composantes matérielles de l'unité, Nature et qualité du service fourni, Conditions d'hébergement et d'accès.

Un focus sera mis sur les ressources humaines et Budget de fonctionnement, ainsi que les Organes de la gouvernance.

L'output de cette étude est un rapport d'évaluation qui consiste à analyser les effets des projets Dar Taliba et de porter un jugement. Ce jugement s'articule autour d'un ensemble de critères : trois critères seront pris en considération dans cette évaluation : Efficacité ; Impact et Viabilité.

➤ **Etude sur l'évaluation du Régime d'Assistance Médicale (RAMED)**

Le débat autour du régime d'assistance médicale (RAMED) s'inscrit dans un contexte où les systèmes de santé font face à des problématiques essentielles liées à leur soutenabilité, leur gouvernance et leur perception par les bénéficiaires et les non bénéficiaires.

En effet, ces systèmes de santé sont confrontés à de fortes tensions. Les demandes de soins ne cessent pas de s'accroître, la population vieillit, les risques de maladies chroniques augmentent, alors même que les exigences d'équité et de qualité de vie se standardisent de plus en plus, y compris dans les pays en voie de développement.

Au niveau national, les premières investigations concernant la mise en œuvre du RAMED ont soulevé une multitude de questions quant à son déploiement effectif du fait de la forte augmentation, au cours de ces dernières années, du nombre de ses bénéficiaires.

A cet égard, l'ONDH a orienté ses travaux sur les stratégies de ciblage adoptées, le niveau de satisfaction des bénéficiaires et non bénéficiaires, l'estimation des besoins futurs de financement, l'identification du panier représentatif de soins, l'estimation d'une fonction de demande de soins et le diagnostic des contraintes pesant sur la gestion hospitalière.

Dans ce cadre, plusieurs rapports ont été rédigés. Il s'agit des rapports portant respectivement sur :

- L'état des lieux, les premiers diagnostics et les problématiques que soulève le RAMED ;
- L'évaluation du système de ciblage du RAMED ;
- La soutenabilité du dispositif ;
- Et la gouvernance hospitalière du régime.

Les trois premiers rapports ont fait l'objet d'une synthèse qui met l'accent sur les multiples dysfonctionnements qui empêchent le RAMED d'étendre les bénéfices de la couverture médicale à une large partie de la population.

En l'occurrence, au niveau du ciblage, l'étude a révélé des dysfonctionnements administratifs, des défauts de conception et une sous-estimation de la population cible qui, en fait, dépasse de loin les 8,5 millions de bénéficiaires initiaux.

En matière de la gouvernance financière et de la soutenabilité budgétaire du régime, il apparaît que :

- Les coûts du dispositif ont été sous-estimés, en particulier du fait de son extension vers de nouvelles catégories ;
- Les sources de financement ont été surestimées car elles sont difficiles à mobiliser ;
- Le transfert des ressources financières de l'Etat central à destination des hôpitaux n'est pas effectif.

Concernant la gouvernance hospitalière du RAMED, l'étude, qui se base sur une enquête conduite dans les CHU à Rabat et à Fès, a révélé plusieurs problèmes. Il s'agit principalement de l'inadéquation entre la structure de la demande et celle de l'offre. Cette inadéquation entraîne une gestion chaotique du dispositif, puisqu'il ne s'agit pas seulement de le mettre en œuvre mais de pallier les insuffisances de l'offre.

Enfin, une enquête sur la perception des bénéficiaires et des non bénéficiaires sera bientôt menée. Elle se basera sur des investigations conduites auprès des patients ayant visité le CHU de Fès, l'hôpital provincial de Sidi Kacem et un autre hôpital de la région de Tadla Azilal.

Pour rappel, cette étude est réalisée dans le cadre d'une convention établie avec l'Université Internationale de Rabat, et effectuée en étroite concertation avec le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur et l'Agence Nationale de l'Assurance Maladie (ANAM).

➤ **Etude qualitative sur les prestations de services de soins de santé primaires au Maroc**

Cette étude rentre dans le cadre d'un don de la Banque mondiale qui a pour objet d'améliorer les prestations des services sociaux et de renforcer les capacités de l'ONDH en matière d'évaluation des politiques publiques visant un accès équitable à des services de qualité dans les secteurs de l'éducation et la santé.

Dans le cadre de ce projet, et à partir des éléments du « concours qualité » (CQ) réalisé par le Ministère de la santé, une évaluation de la concordance entre le score du CQ des établissements de soins de santé primaires et leur performance sera réalisée en collaboration avec l'Ecole Nationale de Santé Publique (ENSP) et l'Institut de Médecine Tropicale (IMT). A cet effet, une équipe de chercheurs a été mobilisée pour identifier les facteurs contextuels qui affectent la performance des établissements de soins de santé primaires. L'approche méthodologique de cette étude a été dernièrement exposée par le groupe d'experts au cours d'une réunion au siège de l'ONDH.

➤ **Etude sur l'évaluation de la couverture médicale au Maroc : enseignements des données du Panel 2015 de l'ONDH.**

Dix ans après la mise en œuvre de l'AMO et trois ans après la généralisation du RAMED, il y a lieu de voir dans quelle mesure la couverture médicale a contribué à atteindre les objectifs fixés en termes d'amélioration de l'accès des plus pauvres aux soins de santé, de lutter contre la pauvreté et de diminuer les iniquités.

Dans ce cadre, l'ONDH a entamé une étude sur l'évaluation de l'efficacité de la couverture médicale au Maroc en collaboration avec l'Ecole Nationale de Santé Publique (ENSP) et l'Institut de Médecine Tropicale (IMT). Cette étude a pour objectifs :

- D'analyser les caractéristiques socio-économique de la population couverte par les régimes de couverture médicale ;
- D'étudier l'état de santé et du recours aux soins de cette population en fonction des régimes de couverture ;
- D'examiner le degré de satisfaction de la population vis-à-vis de la couverture médicale ;
- D'analyser les dépenses de cette population pour l'hospitalisation et les autres prestations.

Ainsi, cette étude permettra de faire ressortir les points forts et les axes à améliorer concernant ce dispositif à partir des données du Panel de l'ONDH. La note conceptuelle de cette étude a été exposée par le groupe d'experts au cours d'une réunion au siège de l'ONDH.

➤ Etude sur l'évaluation de la gouvernance de l'INDH

Compte tenu de l'importance de la gouvernance dans le processus de mise en œuvre de l'Initiative et de ses effets sur la participation des acteurs clefs à ce processus et sur leur appropriation du dispositif de mise en œuvre des programmes, une étude dédiée à l'examen du système de la gouvernance de l'INDH a été lancée courant 2015.

Cette étude consiste, à partir d'un échantillon d'expériences de terrain (rural et urbain), à analyser si la mise en œuvre effective de l'INDH a permis d'instaurer une véritable culture participative et de favoriser l'intégration des actions et des interventions au niveau local.

De même, il s'agira, dans le cadre de ladite étude, de présenter une démarche d'évaluation participative qui permettra aux différents acteurs d'améliorer les performances globales de l'INDH.

Pour rappel, cette étude a été lancée suite à un troisième appel d'offre et a été confiée au Centre de Recherches et d'Etudes Appliquées en Développement Humain (CREADH).

La première phase de cette étude a été déjà entamée et le rapport méthodologique a été validé. Dans le cadre de la deuxième phase, une réunion de lancement a rassemblé les représentants de la coordination de l'INDH des provinces de Taroudant, d'El Hajeb, de Tétouan, de Tata, de Laâyoune, de Salé, de Nouacer et d'Oujda, ainsi que des arrondissements de Sidi Bernoussi et Sidi Moumen.

Ainsi, une enquête qualitative comportant des entretiens avec un ensemble d'acteurs provinciaux et locaux impliqués dans la mise en œuvre de l'INDH dans des communes situées dans les provinces et arrondissements citées ci-dessus a été conduite à partir du 5 novembre 2015.

➤ Etude sur la promotion de l'égalité femmes/hommes dans la vie économique

Au Maroc, les inégalités entre les femmes et les hommes dans les conditions d'accès à des emplois décentes persistent encore. De plus, les politiques macroéconomiques du Maroc, entre autres l'ouverture commerciale du pays, ainsi que ses politiques de développement sectorielles (industrie, agriculture, pêche, énergie, logistique et transports, économie numérique et télécommunications), n'intègrent pas de façon transversale les principes de l'égalité hommes-femmes et les principes de non-discrimination. Il en est de même des politiques sociales portées par la législation du travail et la négociation collective, le dispositif d'assurances sociales, les programmes actifs de l'emploi et les programmes de l'INDH.

Dans ce contexte, l'ONDH a lancé une étude visant à analyser d'une part, la relation entre les inégalités femme-homme et l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et d'autre part, l'effet de la croissance et des politiques sociales sur l'égalité femme-homme. Elle vise à établir un diagnostic approfondi des causes qui expliquent le recul du taux d'activité féminin au cours de la dernière décennie et ce, en s'appuyant sur l'exploitation des données disponibles (y compris celles recueillies dans le cadre de l'enquête-panel de l'ONDH).

Les volets traitement et analyse des données de ladite étude ont été finalisés fin 2015. La deuxième partie de cette étude relative à l'analyse des politiques affectant la participation des femmes au marché du travail a été lancée et la note méthodologique élaborée.

➤ **Etude sur l'évaluation des programmes d'appui social du MENFP**

L'éducation est un élément déterminant pour toute société et les politiques éducatives font partie des sujets prioritaires abordés par l'Observatoire National du Développement Humain. A cet égard, plusieurs études ont été initiées par l'Observatoire tandis que les premiers résultats issus de son enquête panel des ménages de 2012 attestent de la persistance de fortes inégalités scolaires liées aux origines sociales et territoriales.

Aussi, la lutte contre les déterminismes sociaux en tant que déterminants de l'échec scolaire pour faire en sorte que, dans notre pays, l'origine sociale cesse de peser sur les destins scolaires constitue un enjeu majeur au service duquel plusieurs programmes d'appui social ont été déployés par le MENFP.

A ce jour, à l'exception du programme « Tayssir » dont le pilote a déjà fait l'objet d'une évaluation d'impact, aucune mesure des effets de ces programmes sur leurs bénéficiaires respectifs n'a été réalisée de manière globale, au niveau national. Or, dès lors que des fonds publics sont en jeu, un tel exercice est impératif afin d'une part, de vérifier l'utilité et l'efficacité de l'administration de ces programmes et, d'autre part, apporter des réponses à la société en matière d'efficacité sociale des programmes mis en œuvre, dans un souci de transparence.

C'est dans ce sens que l'ONDH compte mener une étude d'évaluation de l'impact des programmes d'appui social conduits par le MENFP dont il convient de saluer sa totale adhésion au principe de l'évaluation. Par ailleurs, cette étude sera de nature à compléter celle, déjà entamée, portant sur les prestations de services rendus en éducation et la mesure avec laquelle celles-ci répondent aux besoins des familles bénéficiaires.

Cette étude vise à donner une mesure objective de l'impact des programmes d'appui social mis en œuvre par le MENFP, en privilégiant les domaines d'impact suivants :

- Les performances scolaires des élèves, en ce qui concerne leur taux de réussite, le niveau de leur fréquentation scolaire, leur assiduité, leur niveau d'apprentissage, leur taux d'accès, le taux d'achèvement de leur scolarisation dans les trois cycles d'enseignement, etc. ;
- Leurs comportements et leurs aspirations ;
- Leurs attitudes à l'égard de l'institution scolaire ;
- L'attractivité de l'école ;
- Les effets induits sur le développement familial (participation des parents à la vie économique, vulnérabilité et pauvreté des familles, travail infantile, situation nutritionnelle des enfants, etc.) ;
- Les relations entre les familles bénéficiaires et l'école (participation aux associations des parents d'élèves, etc.).

Par ailleurs, cette étude va chercher à apprécier l'apport de la conditionnalité à l'efficacité des programmes d'appui social ainsi qu'à évaluer si ces derniers assurent l'équité scolaire.

Une note de cadrage de ladite étude a été établie le 18 juin 2015 à l'issue d'une réunion tenue avec la Direction de l'appui social du MENPF.

Les termes de référence de cette étude viennent d'être établis par l'ONDH.

➤ **Etude sur l'inclusion du monde rural : Cas de la petite agriculture familiale**

Au Maroc, l'agriculture familiale concerne les deux tiers de nos exploitations, soit plus d'un million d'entre elles. Cette agriculture stimule les économies locales et est source de millions d'emplois générateurs de revenus, tout en contribuant grandement à la sécurité alimentaire du pays puisque l'essentiel des volumes des productions alimentaires de base proviennent de ces exploitations. Elle constitue un levier puissant pour valoriser les territoires ruraux, promouvoir les savoir-faire locaux, préserver le patrimoine culturel et écologique de l'espace rural et enfin assurer l'équilibre des dynamiques territoriales.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'agriculture familiale englobe toutes les activités agricoles familiales et elle est liée à plusieurs domaines de développement rural. Elle regroupe les productions agricole, forestière, halieutique, pastorale et aquacole, générées et conduites par les familles et repose sur le travail familial.

Ainsi, l'ONDH compte lancer une étude sur l'impact des politiques et programmes publics sur le degré d'inclusion et de développement humain de la petite agriculture familiale (PAF), et sur son évolution dans le temps. On soulignera ici d'une part l'importance des politiques menées et, d'autre part, l'intérêt d'une meilleure connaissance des effets de ces politiques et programmes sur la petite agriculture familiale.

L'approche adoptée devrait permettre d'appréhender les caractéristiques et tendances propres à la PAF dans chaque espace agro-écologique ainsi que les voies de renforcement et d'amélioration des interventions publiques. L'approche transversale de l'ONDH se double d'une approche longitudinale et comparative : la comparaison dans l'espace (cas des divers espaces agro-écologiques) et dans le temps requiert l'établissement d'une situation de référence, base des évaluations périodiques futures.

Par ailleurs, un projet de convention va être établi entre l'ONDH et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Ainsi, l'assistance de la FAO va aider l'ONDH à développer des outils adéquats sur une zone pilote, aux fins d'observations continues et d'évaluations périodiques des effets des politiques et programmes publics sur la situation et l'évolution de l'inclusion et du développement humain de la petite agriculture familiale (PAF) dans les divers espaces agro-écologiques du pays.

➤ **L'étude sur les déterminants sociaux de l'échec scolaire**

Toutes les réformes éducatives, conduites par le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, depuis les années 2000, ont consacré des projets appropriés pour lutter contre l'échec scolaire. Et pourtant le système éducatif marocain continue d'enregistrer des taux élevés de redoublement et d'abandon dans les différents cycles

scolaires. Le dernier en date est le Programme d'Urgence 2009-2012 qui a réservé un projet entier à la lutte contre l'échec scolaire par des mesures telles que le suivi de l'élève, l'appui pédagogique, l'appui social, etc. Cependant, durant les sept dernières années, les taux moyens de redoublement sont demeurés quasi-constants aux alentours de 11% au primaire, de 16% au collégial et de 18% au qualifiant. Et même si les taux moyen d'abandon ont perçu des infléchissements sensibles ces dernières années, ils restent encore préoccupants. En effet, le taux moyen d'abandon est passé de 5,4%, en 2007-2008, à 2,5%, en 2013-2014, au primaire, et respectivement de 13,4% à 10,6% au collégial et de 14,5% à 11,9% au qualifiant.

Il semble, donc, que le phénomène de l'échec scolaire est d'une complexité telle qu'il nécessite un cadrage précis du concept et une analyse multidimensionnelle pour mettre en relief les facteurs les plus influents sur ce phénomène. Accordant un intérêt particulier à cette problématique, l'ONDH en partenariat avec le MENFP, envisage d'entamer une étude visant ces objectifs.

Ainsi, l'analyse transversale des données de l'enquête panel des ménages réalisée par l'ONDH et couplée par celles du Système d'information MASSAR du MENFP permettra d'effectuer des mesures à un moment donné sur un échantillon choisi. L'une riche en informations sociales et l'autre en informations scolaires, ces deux bases octroieront sans nul doute les principaux instruments pour mesurer la fréquence de l'échec scolaire et pour évaluer l'impact des principaux facteurs agissants sur ce phénomène.

L'appel d'offre pour l'élaboration des bases de données appariées relatives aux déterminants sociaux de l'échec scolaire a été lancé.

ETUDES ET ENQUÊTES

➤ Enquête panel de ménages (EPM/ONDH) (situation à fin 2015)

Pour mener à bien sa mission d'évaluation des politiques publiques en matière de développement humain, l'ONDH a mis en place un système d'enquêtes de panel de ménages.

Ce système de panel de ménages permet à l'ONDH d'analyser les tendances profondes de la population étudiée basées sur l'étude de l'évolution de cette même population dans le temps (analyse longitudinale). Il permet aussi de faire des analyses transversales sur des thématiques bien précises.

L'objet principal de la conception et de la mise en œuvre, pour la première fois au Maroc, d'un panel de ménages ONDH est d'être en mesure de réaliser le suivi et l'analyse de la dynamique du développement humain au Maroc.

L'enquête de référence de ce panel de ménages-ONDH (Vague-1 du Panel) a été réalisée en 2012 auprès d'un échantillon probabiliste national de 8000 ménages qui vise la représentativité aux niveaux National, National-Urbain et National-Rural.

Les résultats de cette enquête de référence sont publiés.

La vague-2 du panel a été réalisée en 2013 auprès des mêmes ménages enquêtés en 2012 et auprès des nouveaux ménages contenant les individus enquêtés en 2012 qui ont quitté leur ménage initial après le passage de 2012.

Les données de cette deuxième vague sont en cours d'analyse.

La vague-3 du panel a été réalisée en 2015 auprès des ménages et membres de ménages enquêtés en 2013 ainsi que les ménages et membres de ménages enquêtés en 2012 demeurant introuvables ou n'ayant pas pu être enquêtés en 2013.

La phase de collecte des données sur le terrain est achevée. Le contrôle et l'apurement des fichiers de données est en cours.

La vague-4 de ce panel est prévue pour 2017. Un deuxième échantillon de nouveaux ménages sera intégré avec l'échantillon initial de 8000 ménages pour garantir la représentativité régionale et produire des résultats fiables au niveau régional, régional urbain et régional rural en plus, bien sûr, des niveaux national, National-Urbain et National-Rural.

➤ Etude sur l'évaluation de l'impact de l'INDH sur les populations cibles 2013 à fin 2015

Au titre de sa mission, l'ONDH a entrepris une étude d'évaluation rigoureuse des impacts de l'INDH sur les populations des zones ciblées.

L'enquête de référence de cette évaluation d'impact (INDH-I.1) a été réalisée en 2008-2009 auprès d'un échantillon de communes rurales ciblées par l'INDH-I et de communes rurales non ciblées par l'INDH, mais de niveau de pauvreté et de précarité comparables, servant de contrefactuel pour l'évaluation d'impact.

Le deuxième passage d'enquête (INDH-I.2) a été réalisé en 2011, auprès des mêmes unités. Ce qui a permis une évaluation d'impact de l'INDH pour la première phase 2005-2010 (INDH-I).

Les résultats de l'évaluation de l'impact de l'INDH sur les populations cibles 2008-2011 sont publiés.

Certains effets des projets de cette première phase de l'INDH peuvent, bien entendu, se manifester plus tard qu'en 2010-2011.

De ce fait, l'ONDH a réalisé en 2013 un troisième passage d'enquête (INDH-I.3) auprès des mêmes unités enquêtées en 2008 et 2011.

L'analyse portant sur l'évolution de l'impact de l'INDH I sur les populations cibles de 2008 à 2013 est achevée, et les résultats sont en cours de préparation pour la publication.

✓ **Evaluation de l'impact de l'INDH 2016**

Un appel d'offre ouvert sur offre de prix a été lancé pour le choix du BET qui se chargera de la collecte et de l'analyse des données de l'enquête d'évaluation de l'impact de l'INDH sur la population ciblée pour l'année 2016.

L'ouverture des plis a eu lieu le 24 novembre 2015. Mais l'appel d'offre a été déclaré infructueux car aucun des 3 soumissionnaires n'a répondu convenablement aux termes de références de l'enquête.

✓ **Bilan des projets de l'INDH 2005-2014**

Dans le cadre de l'évaluation du bilan des projets de l'INDH 2005-2014, un comité a été désigné à cette fin, composé de trois ingénieurs des pôles techniques de l'observatoire, sous l'assistance de l'expert international qui a évalué le bilan des réalisations de l'INDH lors de la revue à mi-parcours de l'INDH (2005-2008).

Ce comité est chargé de l'exploitation et l'analyse des données sur les projets de l'INDH de 2005 à 2014 mis à la disposition de l'ONDH par la coordination de l'INDH.

A noter que l'analyse n'a pas porté sur les projets de mise à niveau territoriale car l'ONDH n'en dispose pas.

Le représentant du pôle dans ce comité a réalisé les tâches suivantes :

- Préparation du plan d'analyse provincial de l'étude ;
- Préparation des tableaux de la maîtrise d'ouvrages pour la cartographie au niveau provincial ;

- Analyse de la maîtrise d'ouvrage des projets INDH (2005-2014) au niveau national et provincial ;
- Participation à la finalisation du rapport sur le bilan de l'INDH préparé par l'expert international.

➤ **Enquête pour l'évaluation des prestations de services rendues par les établissements scolaires**

Dans le cadre de la coopération avec la Banque mondiale, l'ONDH initiera une enquête visant à évaluer les prestations de services rendus en éducation. L'objectif ultime de cette enquête est d'évaluer la qualité des services rendus par l'éducation pour éclairer les parties prenantes quant à leurs prises de décisions et de faire des propositions pour améliorer les services rendus par les établissements éducatifs.

Pour ce faire, l'ONDH a lancé deux appels à manifestation pour le recrutement d'un expert national et d'un autre international. Les 2 experts ont été désignés et les travaux préparatifs de l'enquête sont en cours et les étapes ont été menées, en étroite collaboration avec les départements et organismes concernés. Ainsi, un atelier de travail a eu lieu en mai 2015 au siège de l'ONDH. Ce dernier a eu comme objectif de présenter le projet aux différentes entités concernées et de recueillir leur avis et suggestions pour finaliser la méthodologie et adopter le questionnaire avec le contexte du Maroc.

ANNEXE-1

Grille de suivi des projets - ONDH 2015

Prestataires de service	Observations	Livrables
équipe des chercheurs UIR	Cette étude est établie dans le cadre de deux conventions entre l'ONDH et l'UIR. Il s'agit de la convention cadre signée le 30/01/2015 et la convention spécifique signée en mars 2015. La note conceptuelle a été livrée en janvier 2015.	La note conceptuelle
équipe des chercheurs UIR	Le rapport sur l'état des lieux a été envoyé le 10 juin 2015, les chercheurs de l'ENSP et l'IMT ont examiné le rapport. Les remarques ont été transmises à l'équipe de l'UIR le 24 juillet 2015. La deuxième version du rapport a été envoyée le 06/10/2015.	1. Note méthodologique 2. Rapport sur l'état des lieux
équipe des chercheurs UIR	Le rapport sur les premiers résultats de ciblage a été envoyé le 08/10/2015. Nous avons reçu les remarques et suggestions des experts de l'IMT/ENSP le 09 Novembre 2015.	Le rapport sur l'efficacité et crédibilité du ciblage dans le cas du Ramed
équipe des chercheurs UIR	Le rapport sur la soutenabilité du Ramed a été envoyé le 08/10/2015. Nous avons reçu les remarques des experts de l'IMT/ENSP sur le Rapport le 09/11/2015	Réexamen de la gouvernance financière du RAMED,
équipe des chercheurs UIR	La base de données a été construite.	la base des données
équipe des chercheurs UIR	La phase de l'estimation de la fonction de demande de soins n'est pas encore accomplie	Présentation des résultats obtenus au comité de pilotage
équipe des chercheurs UIR	Le choix du site n'est pas encore établi	Rapport est recommandation de la phase 2
équipe des chercheurs UIR	L'enquête ethnographique a été établie au CHU de Rabat. Le rapport sur la gouvernance hospitalière a été envoyé le 09/11/2015. Nous avons reçu les remarques des experts de l'IMT et l'ENSP sur le rapport le 28 Décembre 2015	1. Grille d'entretien. 2. Note méthodologique des investigations. sur le terrain. 3. Rapport et analyse des résultats.
équipe des chercheurs UIR	Le protocole de l'enquête est validé par le comité de pilotage de cette étude le 31/07/2015	Note méthodologique de l'enquête (Protocole),
équipe des chercheurs UIR	Le questionnaire a été envoyé le 15/05/2015, plusieurs modifications ont été suggérées. La deuxième version du questionnaire a été envoyée le 21/10/2015	Questionnaire

Prestataires de service	Observations	Livrables
équipe des chercheurs UIR	Cette phase a été reportée suite à la soumission du dossier de l'enquête au comité d'éthique en juillet 2015.	Manuel d'instructions et rapport de formation
équipe des chercheurs UIR	La période de la réalisation de l'enquête n'a pas été déterminée.	Questionnaire rempli sous format papier ou numérique.
équipe des chercheurs UIR		Fichiers numériques des données de l'enquête,
équipe des chercheurs UIR		Rapport sur les indicateurs choisis et sur les résultats de l'évaluation
équipe des chercheurs UIR	Le rapport va synthétiser l'ensemble des travaux réalisés	Le Rapport de synthèse
ENSP/IMT	la première phase consiste à l'élaboration de la note méthodologique et la mise en place d'un atelier de présentation de la méthodologie. Cette phase a été validée sous réserve que la note méthodologique soit complétée durant le mois de janvier.	1.La note méthodologique 2.La synthèse des résultats de l'atelier
ENSP/IMT	Au cours de cette phase l'équipe des chercheurs vont évaluer la couverture médicale au Maroc à partir des données de l'enquête Panel des ménages. Ainsi, les premiers résultats de cette analyse seront discutés au cours d'un atelier.	1.Le rapport des résultats de l'analyse 2. Les résultats de l'atelier de restitution
ENSP/IMT	Cette étape consiste à l'élaboration du Rapport d'analyse.	Le rapport de synthèse et les résultats de l'atelier de présentation de l'étude
ENSP/IMT	Cette phase consiste en l'élaboration de la note méthodologique et le protocole d'analyse. Cette phase a été validée le 22 décembre 2015.	1.La note méthodologique 2.le protocole de l'analyse des concordances entre les scores du concours qualité et les indicateurs de production des services de soins
ENSP/IMT	Cette phase a pour objectif de vérifier la corrélation entre les scores des établissements de soins de santé primaires(Concours Qualité) et la performance de ces établissements en matière de production de soins.	1.Le rapport sur les résultats de l'analyse quantitatives 2.La note sur le choix des sites

Prestataires de service	Observations	Livrables
ENSP/IMT	Au cour de cette phase, il s'agit l'analyser les déterminants contextuels en rapport avec les différents niveaux de performance de ces établissements.	1.Le protocole de l'enquête qualitative validé par le comité d'éthique 2.Le questionnaire, la note sur les outils de collecte des données 3.Le rapport de formation des enquêteurs 4.le guide d'entretien 5.le questionnaire durement rempli et les support de collecte de données 6.les fichiers des données 7.La note sur les investigations terrains, le rapport de l'enquête qualitative.
ENSP/IMT	Les chercheurs se chargeront de présenter les résultats lors d'un altier, L'ensemble des recommandations de l'atelier seront intégrées au rapport de synthèse final.	Le rapport de synthèse final
Bureau d'étude CREADH	Cette étape consiste à recueillir les textes et les manuels de procédure du référentiel conceptuel de l'INDH, la proposition d'un cadre méthodologique provisoire, Définition des sites complémentaires sur lesquelles porteront les investigations et justification du choix proposé (les sites ont été choisis) ;Perfectionnement des outils de collecte des données (questionnaires, guide d'entretiens, guide d'animation des focus groupes) et leur validation par l'ONDH; Réalisation de l'enquête pilote et réajustement des outils d'enquêtes; Finalisation de la démarche méthodologique. Une lettre de demande d'appui a été envoyé au ministère de l'intérieure le 19 octobre 2015, ainsi qu'une invitation à une réunion de lancement de l'étude. Cette phase a été finalisée le 25/11/2015	1. Le rapport méthodologique. 2. Le rapport d'exécution de l'enquête pilote.
équipe des chercheurs UIR	Cette phase consiste à la réalisation de l'enquête sur les sites retenus en accord avec l'ONDH et le traitement des données collectées. l'enquête sera conduite au cours des mois 11 et 12.	Rapport d'exécution de l'enquête

Prestataires de service	Observations	Livrables
équipe des chercheurs UIR	Cette phase consiste en l'analyse comparative des résultats de l'enquête, en mettant l'accent sur les distorsions relevées par rapport au référentiel conceptuel de l'INDH, ainsi que les acquis et les limites à l'identification dans le système de gouvernance de l'INDH.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport d'analyse des résultats de l'enquête qui doit déboucher sur des recommandations. 2. Rapport bilanciel traitant les changements intervenus entre 2008 et 2015 au niveau de la gouvernance de l'INDH. 3. Rapport de synthèse
Zouhir Mahmoud sous la supervision de Monsieur Saad belghazi	<p>cette analyse vise à répondre aux questions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'inégalité entre les femmes et les hommes dans l'accès aux emplois contribue-t-elle à l'aggravation de la pauvreté et de l'exclusion ? 2. Les politiques publiques de promotion de l'emploi, y compris les mécanismes mis en place pour réduire la pauvreté et l'exclusion réduisent-ils l'inégalité femmes-hommes dans l'accès et le maintien d'un emploi décent ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport méthodologique de l'étude statistique 2. Rapport sur le traitement et l'apurement des données de l'enquête. 3. Rapport de synthèse de l'étude statistique
Madame Yasmina Bennis	La consultante va élaborer une note méthodologique d'analyse. Elle sera amenée à ressortir les facteurs institutionnels et sociaux affectant les conditions de la participation des femmes dans le marché de travail.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Note méthodologique 2. Analyse du cadre institutionnel 3. Rapport final
	Les termes de références viennent d'être établis.	

III. PARTENARIAT ET COMMUNICATION

Afin de consolider les acquis des autres années, l'ONDH a renforcé sa position sur la scène nationale et internationale avec la signature et la mise en œuvre des conventions de partenariat, l'organisation de plusieurs manifestations scientifiques et la participation de ses membres et cadres dans divers colloques et séminaires.

Conventions et partenariat

➤ **Coopération ONDH/Statistique CANADA**

Cette coopération s'inscrit dans la continuité de la collaboration qui a eu lieu, en 2011, entre l'ONDH et Statistique Canada. C'était une consultation méthodologique aux prés des experts de la Statistique Canada pour finaliser le plan de sondage et le questionnaire de l'enquête de ménages de l'ONDH.

Cette consultation vise surtout le transfert du savoir et du renforcement des capacités des cadres de l'ONDH dans le domaine des enquêtes panel de ménages surtout :

- En matière de pondération, d'exploitation et d'analyse technique longitudinale à l'échelle nationale.
- D'assistance technique pour l'extension de panel pour une représentativité régionale.

Dans le cadre de ce partenariat un intérêt particulier est accordé aux performances de l'enquête panel de ménages et au mode d'accès aux données.

➤ **Convention entre l'ONDH et l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers (IMT) en Belgique et l'Ecole Nationale de Santé Publique(ENSP).**

Ce partenariat à objectifs multiples :

L'IMT en étroite collaboration avec les chercheurs de l'ENSP, fournira des services à l'ONDH concernant l'accompagnement du groupe de travail « Diversité, disparité socio-territoriales et accessibilités aux biens et services de base » pour faire le suivi et la validation des résultats de l'étude relative à « l'évaluation de la soutenabilité, l'effectivité et la perception de Régime d'Assistance Médicale : Ramed » au Maroc.

Les deux chercheurs des deux structures (ENSP ET L'IMT) conduiront une étude sur l'évaluation des prestations de services de soins de santé primaires au Maroc et ce, en examinant la performance de processus des Services de Soins de Santé Primaires en termes de niveaux de performance de ces établissements.

Les mêmes structures, conduiront une étude sur l'évaluation de la couverture médicale au Maroc et ce, en exploitant les données de l'enquête Panel des ménages 2015. Cette étude a pour objectif :

- D'analyser les caractéristiques socio-économique de la population couverte par les régimes de couverture médicale ;
- D'étudier l'état de santé et du recours aux soins de cette population en fonction des régimes de couverture ;
- D'examiner le degré de satisfaction de la population vis-à-vis de la couverture médicale ;
- D'analyser les dépenses de cette population pour l'hospitalisation et les autres prestations.

➤ **Partenariat entre l'ONDH et la Banque Mondiale**

L'ONDH, en partenariat avec la Banque Mondiale, a lancé une enquête sur les Indicateurs de Prestation de Services en Éducation (IPSE). Cette enquête vise à évaluer la qualité des services d'éducation primaire afin d'informer les décideurs publics et les citoyens sur la performance des prestataires de services et d'éclairer les différentes parties prenantes dans leurs prises de décisions.

Les indicateurs IPSE se fondent sur des informations qualitatives et quantitatives recueillies auprès des établissements scolaires (directeur de l'école, enseignants et élèves).

L'analyse se focalise sur 3 groupes d'indicateurs reflétant le niveau et la qualité des services :

- 1) Intrants** : Mesures de la disponibilité d'infrastructure et de ressources physiques au niveau des écoles ;
- 2) Efforts** : Effort fourni par les enseignants pour livrer les services ;
- 3) Compétences** : Mesures des connaissances des enseignants.

Pour ce faire, l'ONDH a lancé 2 appels à manifestation pour le recrutement d'un expert international qui agira comme chercheur principal pour préparer et mettre en œuvre l'enquête IPSE et l'autre pour le recrutement d'un expert national dont la mission principale est l'adaptation du protocole et des questionnaires de l'enquête IPSE au contexte national et la participation à la supervision de la mise en œuvre de l'enquête. Les 2 experts ont été désignés et les travaux préparatifs de l'enquête sont en cours en étroite collaboration avec les départements et organismes concernés. Ainsi, un atelier de travail a eu lieu le 27 mai 2015 au siège de l'ONDH et avait pour objectif de présenter le projet aux différentes entités concernées et de recueillir leur avis et suggestions pour finaliser la méthodologie à adopter pour le cas du Maroc.

Pour assurer la collecte et l'analyse des données de l'enquête, l'ONDH a recruté un BET parmi les 6 BET qui ont présenté leur offre.

L'échantillon de l'enquête sera constitué d'environ 300 écoles primaires représentatives des écoles du Maroc. Les écoles seront tirées selon le milieu (urbain-rural), par secteur (public-privé), et selon les régions.

Des efforts d'adaptation des outils au contexte marocain ont été réalisés. Une enquête pilote a été menée par les 2 experts de l'ONDH auprès d'un sous-ensemble d'écoles pour tester le questionnaire de l'enquête et collecter les difficultés qui peuvent survenir sur le terrain. Suite à ce pilote, l'Observatoire a organisé, le 12 Novembre 2015, un second atelier permettant de présenter aux différents intervenants du secteur de l'éducation une version préliminaire des modules du questionnaire adapté au cas du Maroc pour la finalisation des instruments de l'enquête.

➤ **Partenariat entre l'ONDH, la Banque Mondiale et les Agences des Nations Unies**

Dans le cadre de la convention de partenariat avec la Banque Mondiale et les Agences des Nations Unies qui a pour objectif d'explorer l'opportunité de s'appuyer sur le système de ciblage du RAMED et de Tayssir pour développer un système de ciblage performant sur lequel pourraient s'appuyer les programmes de protection sociale existants et futurs :

- Organisation d'une journée de travail le 12 mars 2015 qui a porté sur la présentation préliminaire des résultats de l'évaluation de l'efficacité du système de ciblage du RAMED et une introduction à Tayssir basés sur les données de l'EPM/ONDH2012. Ont pris part à cette réunion : les représentants des NU, de l'UNICEF et l'équipe de l'ONDH.
- Organisation d'un atelier le 7 mai 2015 au Ministère de l'Intérieur et qui avait comme objectif de présenter lesdits résultats aux différents départements concernés.

➤ **Convention entre l'ONDH et Fondation Suisse pour la Recherche en Science Sociales.**

L'objectif de ce partenariat consiste à renforcer les relations de coopération en matière d'échange d'expertise entre les deux institutions. Il vise surtout le transfert du savoir-faire et du renforcement des capacités des cadres de l'ONDH dans le domaine des enquêtes panel de ménages principalement en ce qui concerne :

- L'élaboration des identifiants unique pour les ménages et pour les individus panel et les modes de couplages des fichiers de données ;
- Les techniques d'apurement et de traitement des non réponses ;
- Le calcul des pondérations longitudinales et transversales ;
- L'exploitation et l'analyse thématique longitudinale des données collectées ;
- L'information et l'automatisation des tâches afférentes à l'enquête et l'analyse de ses données ;
- L'assistance à l'ONDH pour l'extension du panel 8000 ménages en termes des techniques des choix et d'analyses.

Dans le cadre de ce partenariat un intérêt particulier est accordé à l'évaluation du système d'enquêtes panel des ménages mis en place par l'ONDH et aux performances de l'enquête panel de ménages au mode d'accès aux données.

➤ **Partenariat entre l'ONDH et le Ministère de l'Education nationale et de la formation professionnelle**

Dans le cadre de la convention de partenariat entre l'Observatoire National du Développement Humain « ONDH » et le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, plusieurs réunions ont été organisées pour dynamiser l'échange de données entre les deux institutions dans l'objectif de mettre en place des systèmes d'informations intégrés.

Dans cette optique, un premier travail a été initié qui vise à apparier les données de l'enquête Panel des ménages de l'ONDH et le système d'information Massar. L'intérêt principal de cette étude est de constituer une base de données complète intégrant toutes les informations liées à l'environnement global et familial de l'élève et à son parcours scolaire.

Cette opération technique a porté sur un échantillon de 1700 élèves extrait du fichier de l'enquête panel des ménages de 2012. Les résultats de cet exercice sont présentés au parlement. Le recours à ce test est primordial avant de procéder à l'appariement global.

➤ **Partenariat entre l'ONDH et le Ministère de la Santé**

Dans le cadre de la convention entre l'Observatoire National du Développement Humain « ONDH » et le Ministère de la Santé, une réunion s'est tenue, le 19 mai 2015, dans les locaux de l'ONDH en présence des Directeurs Régionaux, des Délégués Provinciaux et des Représentants des Directions du Ministère de la Santé, ainsi que de M. le Secrétaire Général de l'ONDH, du Responsable et Représentants du Pôle Système d'Information.

Une présentation d'AL BACHARIA a permis aux acteurs du Ministère de la Santé de bien cerner l'utilité de l'usage de cet outil, en tant que moyen d'évaluation et de suivi et d'aide à la prise de décision, ainsi que l'ensemble de ses composantes, notamment le SIT.

Le grand intérêt des responsables du Ministère de la Santé a été exprimé à travers leurs intéressantes interventions et interrogations, à savoir :

- L'accès au SIT, et qui est ouvert au grand public.
- L'alimentation et la mise à jour, qui se fait actuellement via les canevas renseignés par les services extérieurs de départements ministériels et centralisés par les Préfectures et Provinces. Un module spécifique donnant la possibilité aux partenaires de mettre à jour directement le Système sera disponible prochainement.
- La possibilité d'intégrer les normes et les standards de la nouvelle carte sanitaire dans le système ainsi que le nouveau découpage régional, qui seront incorporés dès disponibilité. Cette opération permettrait aux acteurs locaux de faire des analyses territoriales poussées dans le domaine de la santé en liaison avec les autres indicateurs sectoriels.
- L'utilisation du SIT comme moyen pour la prise de décision quant au choix des zones idéales pour l'implantation de nouvelles infrastructures, en tenant compte de plusieurs critères liés aux conditions géographiques, foncières, etc. ...et qui fait partie des finalités de la composante Système d'Information Géographique d'AL BACHARIA.

Cette rencontre a été conclue par les recommandations suivantes :

- La désignation d'un point focal au niveau du Ministère pour la communication des données mises à jour.
- La possibilité d'échange de données entre les deux systèmes BOSS et AL BACHARIA.
- Le renforcement des capacités des cadres du Ministère au sujet d'AL BACHARIA et la mise à disposition de son guide d'utilisateur.

➤ **Partenariat entre l'ONDH et la Fondation OCP**

La Fondation OCP a pour principal vocation l'élaboration et la mise en œuvre de programmes citoyens axés sur le développement humain au Maroc et dans les pays du Sud, dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Son périmètre d'action englobe plusieurs domaines d'intervention (Education, santé, emploi des jeunes, l'entrepreneuriat, formation et de recherche...)

S'intéressant aux activités de l'ONDH, la fondation OCP envisage de renforcer le partenariat dans le domaine des systèmes d'information géographique.

Ce partenariat vise essentiellement à introduire les projets sociaux de la Fondation comme axe prioritaire ciblé par le SIT de l'ONDH.

Dans cette optique, plusieurs réunions ont été organisées pour étudier la possibilité d'intégrer les projets de la Fondation.

Un test d'expérimentation sera conduit dans la Commune rurale d'Ouled Selman dans la province de Safi. La fondation se chargera de la géo-location de l'ensemble des établissements à caractère social selon la configuration du SIT de l'ONDH en intégrant également les projets initiés par la Fondation. De son côté, l'ONDH se charge de l'accompagnement technique.

➤ **Partenariat entre l'ONDH et l'Observatoire régional des jeunes de la Région de MTH (M.S)**

La création de l'Observatoire Régional de la Jeunesse pour la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz (MTH) a été officialisée le 9 avril 2015, lors d'un premier conseil d'administration regroupant le Conseil de la Région de MTH, l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH), l'Université Cadi Ayyad, la fondation Marrakech 21 et le Centre de Développement de la Région de Tensift (CRDT).

Pour communiquer sur la création de cet observatoire, le Conseil de la Région de MTH a organisé une journée d'étude sur le thème « Observatoires régionaux et développement territorial », en son siège à Marrakech. La journée a permis de réunir autour du Conseil de la Région de MTH, des organisations internationales, nationales et régionales, (Université Cadi Ayyad, Université d'Aix-Marseille OCEMO, ONDH et l'Observatoire National du Marché du Travail ; Observatoire Régional de l'Environnement et du Développement Durable et l'Observatoire Régional de l'Habitat).

Pour dynamiser la coopération avec cette nouvelle institution, des réunions techniques ont été organisées avec les représentants de l'ONDH et l'ORJ-MTH pour étudier la possibilité de l'extension du SIT dans cette région.

Les deux parties ont recommandé de commencer les travaux par :

- La définition d'une grille d'indicateurs à intégrer dans le SIT ;
- La géolocalisation des établissements à caractère sociaux dans la Région ;
- La Collecte de données sur la Région ;
- L'analyse des données en s'appuyant sur le SIT de l'ONDH ;
- L'examen de la possibilité de la mise en place d'un SIT pour la Région.

➤ **Convention de partenariat entre l'ANAM et l'ONDH pour l'évaluation de la couverture médicale au Maroc**

L'Agence Nationale de l'Assurance Maladie (ANAM) et l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH) ont signé, le 12 mars 2015 à Rabat, une convention de partenariat pour renforcer les échanges entre les deux institutions en matière d'évaluation des programmes de couverture médicale au Maroc.

Cette convention va permettre aux deux institutions de mener des enquêtes, d'analyser les données collectées et de réaliser des études sur la couverture médicale de base.

Aussi, les données de l'enquête panel de ménages de l'ONDH seront exploitées. Les résultats de ces travaux seront présentés et discutés lors d'ateliers et de séminaires organisées conjointement par les deux institutions. Cette convention vise également à renforcer l'échange de données et de bonnes pratiques en matière d'évaluation de la couverture médicale et de l'assurance maladie en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs de la couverture universelle en matière de santé au Maroc.

➤ **Conventions entre l'ONDH la FAO pour évaluer l'appui de l'état à la petite agriculture familiale.**

Cette convention signée cette année vise à évaluer les effets des programmes publics sur la situation de la petite agriculture familiale. Particulièrement en ce qui concerne l'amélioration de la chaîne de valeur des produits

ATELIERS ET RENCONTRES

Concernant l'année 2015, l'ONDH a organisé plusieurs rencontres et séminaires de très haut niveau. Le dernier a eu comme finalité de communiquer sur les résultats de ses études, échanger sur les méthodes de travail ou sensibiliser sur l'importance de l'évaluation des politiques publiques en matière de développement humain.

➤ Conférence internationale sur l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques

Dans le cadre de la célébration de l'année internationale de l'évaluation une conférence a été organisée les 5 et 6 octobre 2015 par l'ONDH en partenariat avec les agences des Nations Unies, le Conseil National de l'Évaluation des Politiques Publiques de Développement Social du Mexique (CONEVAL) et le Centre de Recherche et d'Études Sociales de la Tunisie (CRES). Cette rencontre était l'occasion, pour mettre en avant les enjeux multiples de l'évaluation et de partage des expériences avec les experts et les praticiens des pays du Sud, notamment ceux qui ont fait des avancées considérables dans ce domaine.

L'objectif de la conférence

L'objectif général de cette conférence est de promouvoir l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques en faveur de l'atteinte des objectifs de développement humain et la réalisation des droits humains et de sensibiliser l'opinion publique notamment les décideurs politiques, les acteurs de la société civile et du secteur privé sur le rôle stratégique de l'évaluation dans la promotion de la bonne gouvernance.

Cette conférence vise aussi à engager des échanges sur l'état d'avancement des processus d'évaluation, de clarifier les concepts, de rassurer les acteurs afin de les inciter à faire recours à l'évaluation pour mieux cibler, rationaliser les moyens et les dépenses pour une gestion plus efficace des programmes et projets de développement humain.

Les objectifs spécifiques de cette conférence sont :

1. Promouvoir l'échange de bonnes pratiques en matière de l'évaluation entre les structures spécialisées ;
2. Etablir un bilan de l'institutionnalisation de l'évaluation dans les pays du Sud ;
3. Sensibiliser les décideurs, les élus et les organisations de la société civile sur l'intérêt de l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques ;
4. Améliorer les connaissances et aptitudes des participants en matière de l'évaluation des politiques publiques, des programmes des projets de développement.

Les principaux résultats attendus sont :

- i. La clarification des avancées, des défis, des enjeux et des perspectives de l'institutionnalisation de l'évaluation dans certains pays du Sud ;
- ii. Un consensus sur la mise place d'un forum international pour la promotion de la coopération Sud-Sud en matière d'évaluation ;

- iii. L'adoption des grandes lignes de la feuille de route pour la promotion de l'institutionnalisation et la promotion de l'évaluation des politiques publiques au Maroc et dans les pays du Sud

Cette manifestation qui a connu la participation de 15 pays de Sud de 200 conférenciers a sorti une déclaration de Rabat dans laquelle les participants ont noté avec satisfaction la richesse de débat, la pertinence des idées et la diversité des expériences innovantes en matière de promotion de l'évaluation des politiques publiques.

➤ **Restitution des résultats de l'étude sur la mise en place d'un SIT dans les régions de Gharb, Grand Casa et Rabat**

Dans le cadre de la restitution des résultats de l'étude portant sur la mise en place de son Système d'Information Territorial « SIT », l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH) a organisé des réunions au sein des Préfectures et Provinces des Régions du Ghareb Chrarda Beni Hssen, de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër et du Grand Casablanca durant la période s'étalant du 16 janvier au 30 Mars 2015.

Ces réunions ont ouvert l'opportunité de présenter l'Observatoire et ses missions de manière globale et ses outils développés pour l'évaluation des politiques publiques notamment le Système d'Information AL BACHARIA et l'enquête Panel de Ménages.

Elles ont permis également de détailler le Système d'Information Territorial, objet de la tournée, son utilité, ses objectifs, les régions couvertes et les perspectives, de manière exhaustive.

Les principaux points soulevés durant la tournée se déclinent en 4 grandes catégories :

- a) Mise à jour et formation ;
- b) Appropriation du SIT par les acteurs locaux ;
- c) Amélioration des services offerts par le SIT ;
- d) Promotion du SIT.

➤ **Etude sur l'évaluation de l'impact de l'INDH sur le capital social**

Organisation le 22/01/2015 d'un atelier de travail sur l'évaluation de l'impact de l'INDH sur le capital social, en présence des départements ministériel concernés et les membres du conseil de l'ONDH. Cet atelier, animé par l'expert suisse M.Jean-Louis Arcand, a fait l'objet d'une présentation de la méthodologie et des résultats de la première partie de l'étude, ainsi qu'un aperçu des objectifs et de la méthodologie de la deuxième partie de l'étude.

➤ **Conférence sur le profil de développement de la petite enfance au Maroc**

Dans le cadre de la coopération avec la Banque Mondiale, une conférence régionale, sous le thème « Promouvoir les opportunités de développement de la petite enfance au Moyen Orient et Afrique du Nord », a eu lieu 12 mai 2015 à Rabat et a été animée par Mme Safae El-Kogali, chef du pôle «Éducation» de la Banque mondiale en charge de la région MENA et Mme Caroline Krafft de la Banque Mondiale, les consultants marocains M.Touhami Abdelkhalek et M.Benkassmi Mohamed en plus d'autres intervenants. Cette rencontre a connu la participation de délégations ministérielles de haut niveau des pays participants, des représentants d'organisations internationales et régionales, d'universitaires et de la société

civile et a permis l'échange d'expériences et le partage des connaissances entre les pays pour mieux répondre aux besoins pressants de la petite enfance dans la région MENA.

➤ **Séminaire consacré à l'inclusion des ménages pauvres et vulnérables par l'habitat**

A l'occasion de la publication des résultats de l'étude de l'ONDH portant sur l'inclusion des ménages démunis par l'habitat, un Séminaire a été organisé au siège de l'ONDH le 15 décembre 2015. Ce dernier qui a connu la participation de plusieurs chercheurs et des praticiens des départements concernés était une opportunité pour exposer les conclusions de cette étude.

Ainsi, plusieurs axes étaient abordés par un panel d'experts de la politique de l'habitat ; certes essentiellement sur les acquis et les limites des programmes de résorption des bidonvilles sous l'angle de l'inclusion sociale, de leur afférence, de l'intégration urbaine des famille et des impacts sur leur niveau de vie, la mixité sociale.

L'issue de ce séminaire il a été vivement recommandé la publication des interventions, les 11 conclusions des débats et les recommandations.

➤ **Rencontre à la Province de Sidi-Ifni**

Dans le cadre du projet de partenariat entre le PNUD et la Province de Sidi-Ifni, un atelier sur les outils d'évaluation, de suivi et de programmation a été organisé le 05 juin 2015 au siège de la Province de Sidi Ifni.

La réunion était une opportunité pour présenter en détail le système d'information territorial, son utilité, ses objectifs et les perspectives qu'offre.

L'exposé est articulé autour de trois points :

- Une présentation générale d'Al Bacharia ;
- Une présentation interactive du SIT avec des simulations pratiques sur les indicateurs choisis ;
- Les possibilités qu'offre ce système comme outil de planification, de programmation et d'aide à la décision pour les acteurs locaux.

A la fin de cet atelier, il est convenu de procéder au lancement de l'étude de la mise en place de cet outil dans la Province.

En effet, un appel d'offres ouvert a été lancé en novembre 2015.

Les travaux de géolocalisation des projets et établissements à caractère social seront entamés en premier trimestre 2016.

➤ **Journée de travail pour la présentation des résultats de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de ciblage du RAMED et de Tayssir basés sur les données de l'EPM/ONDH 2012**

L'ONDH a établi une convention de partenariat avec la Banque Mondiale et les agences des Nations Unies dont l'objectif est de développer un système de ciblage performant sur lequel pourraient s'appuyer les programmes de protection sociale existants et futurs et ce, à partir du système de ciblage du RAMED et de Tayssir.

Dans ce cadre, une journée de travail a eu lieu en avril 2015 et a porté sur la présentation des résultats de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de ciblage du RAMED et de Tayssir basés sur les données de l'EPM/ONDH2012. Cette journée est entrée dans le cadre de la préparation de l'atelier qui a eu lieu en mai 2015 au Ministère de l'Intérieur et qui avait comme objectif de présenter lesdits résultats aux différents départements concernés.

Participation aux Rencontres Nationales et Internationales

➤ **Workshop international sur le thème du renforcement des capacités régionales en matière de suivi des inégalités sociales en santé.**

Un Workshop international sur le thème du renforcement des capacités régionales en matière de suivi des inégalités sociales en santé a été organisé en février au Caire, à l'initiative de l'OMS.

L'ouverture de cet événement a été marquée par le discours de l'officier médical du Département Health Equity and Human Rights Policy and Health Planning à l'OMS, Madame Aboutaleb Hala, qui a mis l'accent sur la problématique de l'absence des indicateurs à caractère socioéconomique aux publications provenant d'enquêtes nationales.

Une présentation des actions mises en œuvre par l'OMS a été exposée pour accompagner les efforts déployés afin de résoudre cette problématique. Au cours de cet atelier, les experts de l'OMS ont présenté un toolkit qui permet de désagréger les indicateurs de santé.

➤ **Partenariat avec le Réseau des Universités Marocaines pour l'Enseignement Inclusive (RUMI)**

L'ONDH a participé activement, en tant que partenaire institutionnel, aux activités du réseau des universités marocaines pour l'enseignement inclusive –RUMI-. A cet égard, il a pris part, à travers une communication, aux journées d'études organisées à l'Université Sultan Moulay Slimane à Beni Mellal sur l'inclusion et l'égalité des chances, ainsi qu'aux formations organisées à l'Université Paul Valéry de Montpellier et la Vrije Universiteit Brussel (VUB-Bruxelles), portant respectivement sur les thèmes de l'inclusion des étudiants à besoin spécifique et celle des étudiants en situation de précarité socio-économique ou étrangers.

L'ONDH a également pris part aux travaux du comité de suivi du projet ainsi qu'à la première réunion du comité technique national pour l'inclusion, la dissémination, la mobilisation et l'accompagnement des jeunes étudiants (IDMAJE) dont le rôle sera de disséminer et de diffuser les résultats de l'ensemble des travaux du RUMI appelé quant à lui à s'ériger, après officialisation de son statut comme entité légale (association), comme interface entre les instances universitaires auprès des ministères et des autres parties prenantes sur les questions d'inclusion et d'égalité des chances dans l'enseignement supérieur marocain et dans la société marocaine en général.

En défendant le bien-fondé de l'enseignement inclusif, ce projet compte tirer profit du contexte favorable né de la nouvelle constitution pour accélérer la mise en place d'une stratégie d'inclusion et d'égalité afin d'insuffler le changement à tout l'enseignement supérieur marocain, et ce en veillant à inclure dans le réseau RUMI les universités les moins bien structurées et les plus sujettes aux problèmes liés à l'exclusion.

En 2015, le RUMI a conduit un certain nombre d'activités ayant pour objet de dégager une vue d'ensemble pesant sur quatre groupes cibles d'étudiants¹ souffrant de difficultés d'intégration au sein des universités marocaines et encourant des risques d'échec, voire d'abandon des études ou de non-intégration dans le marché du travail. Ces activités, s'intègrent dans un plan action dont l'approche suit les bases d'une planification stratégique (formuler une politique, établir des objectifs en tenant compte des besoins des groupes cibles, identifier les facteurs clés de succès dans la planification et la mise en œuvre des stratégies). Dans ce cadre, l'apport de l'ONDH sera essentiel pour analyser les statistiques existantes portant sur ces groupes d'étudiants cibles, afin d'aider à une meilleure appréciation de leur situation dans les lycées et les universités, d'identifier les obstacles à leur inclusion effective et de mettre en place une orientation active dès l'entrée à l'université. De même, l'ONDH, à travers M. Ikkal SAYAH, a proposé que le RUMI développe une réflexion spécifique à l'inclusion des étudiants africains dans l'Université marocaine, eu égard au rôle essentiel qu'ils peuvent jouer pour améliorer la réputation internationale du Maroc d'une part, et pour servir de levier à la dynamique de coopération entre notre pays et le reste de l'Afrique.

➤ **Conférences internationales porté sur l'évaluation de la première phase de l'INDH par l'ONDH.**

L'ONDH a participé au 2ème forum de l'organisation internationale pour la coopération en évaluation, tenu du 23 au 25 novembre 2015, à Katmandou, au Népal.

Entrant dans le cadre de la célébration de l'Année internationale de l'évaluation, ce forum, qui réunit les professionnels de l'évaluation du monde entier, a été l'occasion de faire part de l'expérience de l'ONDH en matière d'évaluation des politiques publiques.

Ce forum a constitué un véritable moment d'échanges et réflexions au niveau régional, national et subrégional sur le rôle du S&E au service d'une stratégie de développement humain équitable et durable. L'évaluation peut être un excellent outil pour développer et soutenir de meilleures politiques, de les mettre en œuvre de manière plus efficace, de sauvegarder la vie et de promouvoir le bien-être pour tous, à condition toutefois que des efforts plus accentués pour renforcer les capacités nationales d'évaluation qui à leur tour, favorisent la reddition des comptes, la bonne gouvernance et la transparence.

L'objectif de ce forum, au même titre que la conférence de Bangkok, a été de placer l'évaluation dans l'arène politique en accroissant la prise de conscience concernant l'importance de l'intégration des systèmes de S&E dans le développement et la mise en œuvre des prochains Objectifs de développement durable et tous les autres objectifs locaux importants, contextualisés au niveau international et national. Cet objectif a porté aussi sur la prise de responsabilité mutuelle pour les politiques et les actions sociales par une meilleure compréhension, la transparence et un dialogue constructif.

¹ Ces quatre groupes cibles sont les étudiants handicapés, étrangers, en situation de précarité socio-économique et soumis à des inégalités de genre.

Ce forum, qui a réuni des praticiens de l'évaluation et des décideurs politiques, notamment des parlementaires marocains, a également accueilli la réunion des parlementaires d'Asie du Sud sur l'évaluation du développement. Il s'agit d'une enceinte créée il y a quelques années, dédiée à la création d'un environnement favorable pour des processus d'évaluation du développement nationaux, transparents, systématiques et normalisés assurant l'efficacité de l'aide, la réalisation des résultats et le développement durable conformément aux politiques d'évaluation nationale au niveau du pays. Les résultats présentés² à l'occasion de cette réunion témoignent de l'intérêt de faire le pari de l'intelligence collective et de s'en donner tous les moyens, notamment en favorisant l'échange et l'apprentissage collectifs entre pairs, ce qui suppose la mobilisation partenariale et le développement de la coopération internationale. Celle-ci pourra alors utilement nourrir la réflexion sur l'évaluation elle-même, permettre de s'enrichir de l'expérience des pairs, de se comparer et d'apprendre les uns des autres dans le but ultime d'améliorer l'efficacité des politiques publiques et de se rapprocher de la qualité de service que chaque citoyen est en droit d'attendre de ses services publics.

Aussi, cette expérience observée dans les pays du Sud de l'Asie gagnerait à être promu par exemple dans les espaces d'appartenance géographique du Maroc (zone MENA, pays francophones, pays africains). A cet égard, l'ONDH peut jouer de rôle afin de travailler avec d'autres parties prenantes (CREST, etc.) pour promouvoir l'utilisation de l'évaluation dans les interventions axées sur le développement humain et durable.

Enfin, le 2ème forum de l'organisation internationale pour la coopération en évaluation a été l'opportunité pour l'ONDH à participer à la définition des priorités de l'agenda global d'évaluation 2016-2020. Celles-ci portent sur :

- La promotion d'un environnement national favorable à l'évaluation centrée sur l'équité et soucieuses de l'égalité entre les sexes.
- Le renforcement des capacités institutionnelles des organisations de la société civile.
- Le renforcement des capacités professionnelles des évaluateurs.

Outre le renforcement du réseautage avec la communauté globale en évaluation et avec les partenaires pour le développement, la participation de l'ONDH à ce forum est de nature à consolider son rôle au sein des futures espaces régionaux (zone MENA, Afrique, Francophonie) destinés à faciliter les échanges et à faire émerger des initiatives porteuses pour le futur de l'évaluation et ce, dans un esprit de partenariat reposant sur les valeurs propres des différentes parties.

² Il s'agit :

- D'un exercice de cartographie soulignant l'état des politiques nationales d'évaluation à l'échelon des pays d'Asie du Sud.
- D'un projet de modèle de politique nationale d'évaluation et le développement de plans de travail nationaux individuels afin de faire pression en faveur de la politique.
- De la fourniture de soutien technique aux équipes de pays par le biais d'une équipe d'experts techniques.
- De l'organisation d'un plaidoyer pour la mise en place de politiques nationales d'évaluation.

➤ **Atelier de planification stratégique du projet « Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (PEJ) », du 19 au 21 mai 2015, à l'Hôtel Palais Medina à Fès**

Le projet a pour objectif l'amélioration de la situation de l'emploi des jeunes femmes et hommes des régions de Taza- Al Hoceima-Taounate et de Fès-Boulemane. Son groupe cible est constitué des jeunes femmes et hommes de 16 à 35 ans, déshérités, sans emplois ou en situation de sous-emploi dans lesdites régions. Le projet ambitionne d'améliorer l'employabilité d'au moins 1.000 d'entre eux et la situation de l'emploi d'au moins 500 autres (en leur permettant de trouver un emploi et/ou d'augmenter leurs revenus, dont au moins 40% de femmes).

Le projet PEJ appuiera la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Emploi dans les régions de Taza- Al Hoceima-Taounate et de Fès-Boulemane. Il permettra d'identifier les expériences et bonnes pratiques pouvant enrichir l'implémentation de la SNE et son plan d'action dans les autres régions du Royaume.

Cet atelier était une opportunité pour l'ONDH de se familiariser avec l'analyse du marché du travail et de l'emploi (ELMA), avec ces outils méthodologiques qui se fonde sur une approche intégrée de promotion de l'emploi, comme instrument pour diagnostiquer les barrières à la promotion d'emploi et outil de base de promotion.

Le but principal de l'atelier était de réunir les partenaires du projet pour l'élaboration du plan d'opérations des 4 domaines d'interventions : Initiatives locales, Intermédiation, Employabilité et Entreprenariat et aussi de convenir d'un plan d'opération de mise en œuvre d'une structure de pilotage.

➤ **Atelier de veille de l'emploi dans les territoires : « quelle solution pour le Maroc ? », du 16 au 18 juin 2015, à l'Institut d'Économie, du Travail et de la Culture (IWAK)/Centre scientifique de l'Université Goethe de Francfort-sur-le-Main à Frankfurt**

Dans le cadre de la mise en place d'un instrument de veille du marché local de l'emploi dans les provinces pilote du projet, l'ONDH a participé à un voyage d'étude en Allemagne qui a pour objet la mise en place d'un instrument de veille du marché local de l'emploi dans les provinces pilote du projet PEJ.

Le but de l'atelier de travail était de permettre aux membres du comité scientifique du projet, dans le cadre du premier domaine d'intervention "Initiatives Locales", de s'initier aux instruments de veille et d'analyse permettant de dégager des données sur le marché local de l'emploi et de prendre connaissance du rôle des observatoires du marché du travail, à l'instar de l'expérience du réseau européen des observatoires de l'emploi (European Network on Regional Labour Market Monitoring (EN RLMM)) afin d'élaborer un instrument de veille du marché de l'emploi adapté à la réalité locale et l'implémenter dans les provinces pilotes du projet.

L'ONDH était présent à cet atelier en tant que membre du **comité technique** du projet PEJ (Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural) et était représenté par M. Saâd Belghazi, membre du Conseil de l'ONDH, et M. Youssef Bouzrou, du Pôle Etudes Générales.

➤ **Participation de l'ONDH aux travaux du RUMI (Réseau des Universités Marocaines pour l'enseignement inclusif)**

L'Université de Beni Mellal a organisé à l'initiative du RUMI (Réseau des Universités Marocaines pour l'enseignement inclusif) des journées consacrées à la problématique de l'inclusion du handicap et de l'approche genre au sein de l'université marocaine. L'intervention de M. Ikkal SAYAH a porté sur le pilotage des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion grâce à la donnée.

➤ **Atelier sur la gouvernance participative organisé dans le cadre du projet SALEMM « Solidarité avec les enfants du Maghreb et du Machreq » à Beni Mellal**

Dans le cadre des travaux relatifs à l'inclusion des enfants et des jeunes à risque de migration, un atelier sur la gouvernance participative, organisé dans le cadre du projet SALEMM « Solidarité avec les enfants du Maghreb et du Machreq », a été organisé au mois de novembre, dans le siège de l'académie d'éducation et de formation professionnelle de la région de Tadla-Azilal.

Cet atelier a connu la participation des représentants des différents acteurs institutionnels et sociaux et avait pour principaux objectifs les aspects suivants :

- Comment prévenir des risques de migration irrégulière par la promotion de l'inclusion sociale, culturelle et économique des jeunes et des enfants.
- Comment accompagner la jeunesse Marocaine pour être actrice d'un développement humain et solidaire.
- Comment contribuer, par une stratégie concertée entre associations françaises et marocaines, et en partenariat avec les pouvoirs publics, à une plus grande implication des jeunes dans la société marocaine.

➤ **Atelier relatif à l'étude : Elaboration du rapport Dynamiques et Disparités Territoriales (pour la création d'un Observatoire des Dynamiques des Territoires du Maroc)**

Le Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire a organisé, septembre dernier, à l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU) de Rabat, un atelier pour l'élaboration du rapport sur les dynamiques et disparités territoriales.

Visant la création d'un Observatoire des Dynamiques des Territoires du Maroc, ce projet de cartographie a pour objectifs :

- De contribuer à l'évaluation des politiques publiques et à la prospective territoriale ;
- D'aider à la prise de décision ;
- D'accompagner et d'anticiper la régionalisation avancée ;
- De contribuer au droit à l'information, de favoriser le développement du secteur de l'information géographique ;
- De faciliter les travaux de recherche et d'études sur les territoires ;
- Et finalement de favoriser une meilleure coordination des différents acteurs du territoire.

Les participants avaient pour recommandations :

- De produire un rapport analytique et récurrent sur les dynamiques et disparités territoriales pour la période allant de 1999 jusqu'à 2014 ;
- D'élaborer 3 produits majeurs : un rapport reflétant les dynamiques et disparités territoriales, une grille d'indicateurs pertinents par thématiques, et un modèle normalisé de données géographiques ;
- Et enfin de renseigner les politiques publiques liées au territoire.

➤ **Atelier sur l'impact de l'INDH sur le capital social**

L'ONDH a organisé en janvier 2015 un atelier qui a porté sur les méthodologies d'évaluation de l'impact de l'INDH sur le capital social. Cet atelier a été dispensé par Mr Jean-Louis Arcand de l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID) à Genève. Il a été l'occasion d'un débat d'experts sur le concept du capital social, sa mesure et des méthodes d'économie expérimentale qui ont été utilisés dans le cadre de l'exercice d'évaluation.

➤ **Conférence régionale : « Promouvoir les opportunités de développement de la petite enfance au Moyen Orient et Afrique du Nord »**

Une conférence consacrée à la petite enfance a été organisée en mai 2015 à Rabat dans le cadre de la coopération entre l'ONDH et la Banque mondiale. Cette manifestation, qui a été animée par des experts nationaux et internationaux a connu la participation des délégations ministérielles de haut niveau des pays participants, des représentants d'organisations internationales et régionales, d'universitaires et de représentants de la société civile. Elle a permis l'échange d'expériences et le partage des connaissances entre les pays pour mieux répondre aux besoins pressants de la petite enfance dans la région MENA.

➤ **Atelier au sujet du capital immatériel du Royaume**

Un atelier sur le capital immatériel du Royaume a été organisé par le Conseil Economique, Social et Environnemental du Maroc.

Au cours de cet atelier, l'ONDH a participé avec une intervention qui a porté sur l'évaluation de la première phase de l'INDH par l'ONDH.

➤ **Conférence sur l'évaluation de la première phase de l'INDH**

L'Université de Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès a organisé une rencontre avec ses étudiants de Master de la faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Fès. L'ONDH a été représenté à cette manifestation par M. Ikkal SAYAH qui a fait un exposé consacré à l'évaluation par l'ONDH de la première phase de l'INDH.

➤ **Atelier de planification stratégique du projet « Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (PEJ) »**

Un atelier de de planification stratégique du projet « Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural (PEJ) » a été organisé en mai 2015 par le ministère de l'emploi et des affaires sociales.

Cet atelier qui a permis de réunir les partenaires du projet pour l'élaboration du plan d'opérations du projet PEJ dans ses domaines d'interventions (initiatives locales, intermédiation, employabilité et entrepreneuriat) a pour objectif la consolidation de la situation de l'emploi des jeunes femmes et hommes des régions de Taza- Al Hoceima-Taounate et de Fès-Boulemane. Il ambitionne d'améliorer l'employabilité d'au moins 1.000 d'entre eux et la situation de l'emploi d'au moins 500 autres.

Le projet PEJ appuiera la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Emploi dans lesdites régions. Il permettra d'identifier les expériences et bonnes pratiques pouvant enrichir l'implémentation de la SNE et son plan d'action dans les autres régions du Royaume.

Cet atelier était une opportunité pour l'ONDH de se familiariser avec l'analyse du marché du travail et de l'emploi (ELMA) et avec ces outils méthodologiques.

➤ **Atelier de veille de l'emploi dans les territoires : « Quelle solution pour le Maroc ? »**

Dans le cadre de la mise en place d'un instrument de veille du marché local de l'emploi dans les provinces pilote du projet PEJ, l'ONDH a participé en juin 2015 à un voyage d'étude à Frankfurt en Allemagne, en tant que membre du comité technique du projet, dont l'objet est la mise en place d'un instrument de veille du marché local de l'emploi dans les provinces pilote du projet PEJ.

Le but de cet atelier était de permettre aux membres du comité scientifique du projet de s'initier aux instruments de veille et d'analyse permettant de dégager des données sur le marché local de l'emploi et de prendre connaissance du rôle des observatoires du marché du travail, à l'instar de l'expérience du réseau européen des observatoires de l'emploi (European Network on Regional Labour Market Monitoring (EN RLMM)) afin d'élaborer un instrument de veille du marché de l'emploi adapté à la réalité locale et l'implémenter dans les provinces pilotes du projet.

➤ **Mission du Mexique**

Dans le cadre du partenariat sud-sud entre l'ONDH du Maroc, le CRES de la Tunisie et le CONEVAL du Mexique, la délégation marocaine représentée par des cadres et responsables ainsi que des membres du conseil de l'ONDH a effectué des visites et rencontres en Mexique avec différentes institutions concernées principalement l'UNICEF, PROSPERA, CONEVAL ainsi que SEDESOL.

Mettre le point sur l'état d'avancement des axes de partenariat relatifs à la mesure de pauvreté, l'évaluation des politiques sociales et l'échange et partage des expériences des trois pays dans ces domaines.

Lors des réunions, le processus de la mesure de pauvreté et la particularité de celui du CONEVAL, basé sur la méthode de calcul d'Oxford mais adapté aux priorités du pays (éducation, santé, alimentation, et conditions du logement), a été discuté.

Par la suite les deux délégations marocaine et tunisienne ont présenté comment les mesures de la pauvreté s'effectuent au niveau de leurs pays. La Tunisie se base actuellement sur la pauvreté monétaire pour déterminer les personnes pauvres.

L'ONDH a présenté plusieurs indicateurs de mesure de pauvreté et du développement humain. Ces mesures sont exclusivement basées sur l'approche multidimensionnelle, notamment d'Oxford et celle mise en place par le Mexique. L'ONDH est en cours de développer sa grille d'analyse pour le choix des dimensions et des indicateurs du DH pour améliorer le dispositif national de suivi de la situation de DH au Maroc.

A la fin de cette mission, les participants des trois pays ont insisté sur l'importance de définir les perspectives et les attentes de chaque organisme de cette coopération, dont les principaux objectifs sont l'apprentissage et le partage de la bonne pratique. Ils ont insisté sur l'importance d'élaborer un plan d'action et ont proposé de faire des études des problématiques communes et de centrer les études sur les enfants en élaborant des indicateurs par groupe de population pour tenir compte de cette catégorie.

➤ **Mission de Bangkok**

Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du PNUD en partenariat avec le Gouvernement royal thaïlandais (RTG) ont organisé la 4^{ème} conférence internationale sur les capacités nationales d'évaluation (NEC) qui a eu lieu à Bangkok en Octobre 2015. La conférence a été conjointement organisée et menée en parallèle avec l'assemblée générale de l'Association internationale du Développement de l'Evaluation (IDEAS) à 2015.

Le thème de la conférence pour cette année est « *fusionner (Mixer) les principes d'évaluation avec les pratiques de développement pour changer la vie des gens* ».

La conférence s'est concentrée sur la façon dont les gouvernements peuvent développer les capacités nationales d'évaluation nécessaires pour évaluer le développement humain durable afin de soutenir la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

Une délégation marocaine composée par les représentants de l'Observatoire National du Développement Humain, du Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance et du Bureau du PNUD a participé à l'ensemble des travaux de cette conférence.

Sa riche contribution a permis d'animer le débat sur les pratiques de l'évaluation au pays, le processus de l'institutionnalisation de l'évaluation et le renforcement du partenariat sud-sud.

La session des pays arabes a été présidée par Mr. El Mansouri El Hassan et a été réservée aux pays arabes pour discuter leurs priorités en matière d'évaluation et à la lumière des ODD, des bonnes pratiques de l'évaluation et des opportunités de partenariat.

Les participants à cette session ont insisté sur le renforcement des capacités des pays arabes tout en tirant profit de l'expérience du Maroc et de la Tunisie en matière d'évaluation des politiques publiques. Des sessions de formations seront dispensées dans le cadre du partenariat Maroc-Tunisie-Mexique dans le Centre des formations du Kuwait.

Ils ont également amendé le projet de la déclaration de Bangkok en intégrant plusieurs éléments de la déclaration de Rabat.

En parallèle de la session des pays arabes, une session africaine a eu lieu pour discuter les mêmes points de l'ordre du jour.

La délégation marocaine a également assisté à cette session et a essayé d'influencer les débats et les discussions. Les principales réponses aux trois points sont :

Priorités nationales de l'évaluation :

- Renforcement des capacités nationales.
- Amélioration du système statistique des pays.
- Mise en place d'un processus d'institutionnalisation progressif selon les spécificités de chaque pays.
- Amélioration de la qualité des rapports d'évaluation en proposant des recommandations réalistes et pratiques.

Les bonnes pratiques :

- Mise en place des systèmes d'informations évolutifs (Maroc- ONDH).
- Développement des outils avancés d'évaluation (en particulier d'impact) (ONDH et CRES).

Les opportunités de partenariat

- Encourager le partenariat Sud –Sud.
- Consolider le partenariat régional (Maroc-Tunisie-Mexique, les pays africains du sud).

Une Session technique sous le thème « *Indicateurs intelligents, adaptation des systèmes S & E pour les ODD - Le défi du millénaire* » a eu lieu et a connu la participation de l'ONDH par une intervention sur les indicateurs multidimensionnels de la pauvreté et du développement humain. Cette intervention a mis l'accent sur le système d'information Al Bacharia et ses structures ainsi que les enquêtes panel des ménages et comment elles peuvent aider l'ONDH à confectionner des indicateurs multidimensionnels.

Le MAGG, quant à lui, a contribué dans la session : *Innovations des gouvernements relatifs à l'évaluation* par une intervention intitulée « *vers l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques* ». Durant son exposé, l'intervenant a mis l'accent sur les concepts d'évaluation, ses enjeux et son historique au Maroc depuis 1984, date de mise en place du Programme National d'Analyse en Gestion de Projets (PNAP) jusqu'à l'année 2011 (Constitutionnalisation, LOLF, Rôle actif de la société civile) en passant par la période 2005-2010, caractérisée par l'élaboration du Rapport sur le cinquantenaire et la création de l'ONDH.

A la fin de la présentation, l'accent a été mis sur le bilan de l'évaluation au Maroc en présentant les forces et les opportunités ainsi que les faiblesses et les contraintes.

Les rencontres multiples avec les représentants des pays africains et arabes ont permis de tracer des perspectives de partenariat avec ces pays notamment dans les domaines du renforcement des capacités et du partage des expériences.

ANNEXE-2

DECLARATION DE RABAT

« Institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques »

Lors de la **Conférence Internationale sur « L'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques »**, qui s'est tenue à **Rabat (Royaume du Maroc)** les **5 et 6 octobre 2015**, en célébration de l'année internationale de l'évaluation, dans le cadre du partenariat entre l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH-Maroc), le Centre de Recherches et d'Etudes Sociales (CRES-Tunisie) et le Conseil National de l'Evaluation des Politiques de Développement Social (CONEVAL-Mexique) et avec l'appui du système des Nations Unies, les participants :

Considérant les engagements pris en matière de suivi et de l'évaluation par les parties signataires de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide publique au développement ;

Rappelant les conclusions et recommandations pertinentes des conférences portant sur les capacités nationales d'évaluation des activités de développement, notamment celles tenues au Maroc (2009), en Afrique du Sud (2011) et particulièrement les 18 engagements pris par la Conférence de Sao Paulo du Brésil (2013), relatifs à « *l'exploration des options pour différentes structures institutionnelles permettant de gérer l'évaluation* » et les recommandations de la conférence de Rabat des 4-5 juin 2014 sur les mesures de développement humain;

Sachant que le Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation (UNEG) et les acteurs intéressés ont déclaré 2015 « Année Internationale de l'Evaluation », consacrant ainsi le rôle essentiel de l'évaluation dans la promotion de la bonne gouvernance ;

Considérant la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies ayant déclaré l'année 2015 comme année internationale de l'évaluation et appelé au renforcement des capacités pour l'évaluation des activités du développement au niveau national ;

Considérant l'adoption d'un nouvel agenda de développement durable par la 70^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies ainsi que l'engagement des chefs d'Etats membres des Nations Unies pour la réalisation, suivi et évaluation des 17 Objectifs de Développement Durable ;

Après avoir débattu du thème de cette Conférence, échangé leurs expériences et exploré les pistes d'un développement soutenu de l'évaluation, afin de parvenir à une bonne gouvernance des politiques publiques en vue d'une meilleure équité,

- 1) **Notent** avec satisfaction la richesse des débats, la pertinence des idées présentées et la diversité des expériences innovantes en matière de promotion de l'évaluation des politiques publiques ;
- 2) **Considèrent** la Conférence comme une contribution importante dans la consécration du rôle éminemment positif de la coopération Sud-Sud, dont les conclusions et recommandations seront partagées lors de la Conférence Internationale qui se tiendra à Bangkok en Thaïlande du 26 au 30 du mois courant ;

- 3) **Confirment** leur soutien à toutes les formes de dialogue entre pouvoir exécutif, pouvoir législatif, communauté scientifique et société civile pour promouvoir l'évaluation et son institutionnalisation ;
- 4) **Réaffirment** leur attachement au renforcement des capacités nationales, à la professionnalisation des évaluations et à l'échange des compétences entre les pays du sud dans le but de construire des systèmes d'évaluation à même d'aider à la prise de décisions ;
- 5) **S'engagent** à en faire le plaidoyer et à soutenir la promotion des actions de recherche, d'enseignement, de la culture et de la pratique de l'évaluation ;
- 6) **Considèrent** que la crédibilité des processus d'évaluation est tributaire :
 - de son degré d'indépendance notamment aux niveaux financier et organisationnel ;
 - de son caractère participatif et inclusif ;
 - et de sa capacité à considérer des règles de transparence partagées sur le plan technique et éthique.
- 7) **Soulignent** la liberté, pour chaque pays, de choisir la forme d'institutionnalisation de son système d'évaluation la plus conforme à son contexte économique, social et culturel et dans le respect des principes démocratiques ;
- 8) **Encouragent** la mise en place de réseaux d'évaluation régionaux indépendants susceptibles d'enrichir les expériences nationales et de favoriser les échanges entre des institutions d'évaluation opérant dans des contextes similaires de développement ;
- 9) **Recommandent** d'apporter davantage d'appui aux réseaux nationaux de la société civile, aux réseaux régionaux et inter-régionaux impliqués dans l'évaluation pour la contribution qu'ils apportent au renforcement de la gouvernance démocratique ;
- 10) **Invitent** les instances du système des Nations Unies, avec la collaboration des parties concernées, nationales et internationales, à poursuivre leur soutien aux initiatives des pays en vue d'accorder une place importante à l'évaluation dans les plans nationaux de développement et les cadres communs de coopération,
- 11) **Invitent les structures concernées** et les organismes des Nations Unies à mettre en place des mécanismes innovants d'appui, particulièrement en matière de financement,
- 12) **Adhèrent** à l'initiative des Nations Unies relative à l'engagement, au suivi et à l'évaluation des ODD lors de la 70^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les participants saisissent cette occasion pour adresser leurs vifs remerciements aux organisateurs et au Royaume du Maroc pour son hospitalité et la qualité de l'accueil qui leur a été réservé.

Rabat, le 06 octobre 2015

**Autres participations des membres et des cadres de l'ONDH
à divers Manifestations et Rencontres Nationales et Internationales**

Manifestations	Date et lieu	Objectifs	Recommandations
Atelier sur le système de ciblage des populations démunies/ Ramed	Le 18 Février 2015 au centre Antipoison et de pharmacovigilance du Maroc organisé par le Ministère de la santé.	Cette conférence a été animée par Sir Michael Marmot. Elle a pour objectif de mettre en exergue les orientations stratégiques pour faire face aux iniquités en santé, dans la cadre d'une collaboration intersectorielle qui intègre la dimension des déterminants sociaux de la santé.	
Célébration de la journée internationale de la femme : « Les droits des femmes au Maroc 20 ans après Beijing ».	Le 27 Février 2015 organisée par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.	Présenter les dynamiques nationales, régionales, et mondiales 20 ans après la conférence de Beijing. Exposer le rapport national sur la mise en œuvre du programme d'action de Beijing. Donner quelques défis et opportunités du Maroc 20 ans après Beijing. Formuler les perspectives de l'égalité des sexes dans l'Agenda de développement 2015.	
Atelier sur Le paysage de la recherche en santé dans les pays de la Région de la Méditerranée orientale (EMR)	Le 21 Avril 2015 - Ecole Nationale de Santé Publique –Rabat	Les objectifs de ce projet de cartographie consistent à examiner le paysage de la recherche en santé existant dans les pays de l'EMR et d'identifier les défis qui doivent être abordés afin de promouvoir d'avantage la recherche en santé dans la Région.	Contribuer à renforcer la production de la recherche en santé et sa mise en œuvre dans la région.
Atelier national : « 20 ans d'observation de l'environnement et du développement durable ».	Le 16 Juin 2015/Ministère délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargé de l'Environnement	Présenter l'observatoire de l'environnement et du développement durable au niveau national. Présenter le 3ème rapport sur l'Etat de l'Environnement du Maroc. Présenter le 4ème rapport National des indicateurs du Développement Durable au Maroc.	

Manifestations	Date et lieu	Objectifs	Recommandations
Atelier relatif à l'étude : Elaboration du rapport Dynamiques et Disparités territoriales (pour la création d'un observatoire des dynamiques des territoires du Maroc.)	Le 16 Septembre 2015- Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU) -Rabat-	Les objectifs de ce projet et de traiter la question des effets territoriaux des politiques publiques de développement régional dans un contexte de territorialisation croissante. Ainsi la nécessité de dresser une cartographie des déficits cibles.	Produire un rapport analytique et récurrent sur les <<dynamiques et disparités territoriales>> sur la période 1999-2014.Elaborer 3 produits majeurs : rapport reflétant les dynamiques et disparités territoriales, une grille d'indicateurs pertinents par thématiques et un modèle normalisé de données géographiques, renseigner les politiques publiques liées au territoire.
Atelier de mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des responsables et cadres des établissements publics en matière de gouvernance, management et suivi-évaluation des stratégies et politiques publiques	Les 22, 23 octobre et 02 novembre 2015 2015 à l'hôtel Farah Tulip à Rabat, organisé par le Ministère Chargé des Affaires Générales et de la Gouvernance.	Les Modules : - Module -1 : Gouvernance des politiques publiques, définitions, concepts, approches, enjeux et défis. - Module -2 : Conception et mise en œuvre des politiques publiques : quels approches et quels outils pour une action publique intégrée et performante ? Objectif/ Module -1 : - Définitions des concepts clés : gouvernance, politique publique, politique générale, programmes publics, etc. ; - Appréhender le processus d'élaboration des politiques publiques ; - Définir les enjeux et principes de la gouvernance des politiques publiques. Objectif/ Module -2 : - Appréhender les paramètres contextuels clés pour la conception et la mise en œuvre d'une politique publique ; - Maîtriser les méthodes et outils de priorisation et de choix des programmes et projets publics.	
Atelier sur la "gouvernance participative" organisé dans le cadre du projet SALEMM« Solidarité avec les enfants du Maghreb et du Machreq » à Beni Mellal	Le 9 Novembre 2015 au siège de l'académie d'éducation et de formation professionnelle de la région de Tadla-Azilal "Centre de formation et de rencontre"	Comment prévenir des risques de migration irrégulière par la promotion de l'inclusion sociale, culturelle et économique des jeunes et des enfants.	Accompagner la jeunesse Marocaine à être actrice d'un développement humain et solidaire. Contribuer par une stratégie concertée entre associations françaises et marocaines, en partenariat avec les pouvoirs publics, à une plus grande implication des jeunes dans la société marocaine.

Manifestations	Date et lieu	Objectifs	Recommandations
Conférence internationale sur la migration et les dynamiques urbaines	Le 09 Décembre 2015 au centre de formation, organisée par le Ministère chargé des marocains résidants à l'étranger et des affaires de migrations.	Cette rencontre a été l'occasion de présenter les expériences en matière de gouvernance locale de la migration, de mettre en exergue les enjeux et les défis auxquels sont confrontées les villes face aux phénomènes migratoire et de discuter sur les approches permettant de comprendre les relations entre les pratiques spatiales des migrants et les dynamiques urbaine	
Atelier sur la 3ième Edition de la Semaine Marocaine de l'Evaluation	Les 08-09-10 Décembre 2015 à l'Hôtel Andalous /Marrakech, organisée par l'Association Marocaine de l'Evaluation.	Quatre ateliers ont été organisés à l'occasion de la 3ème édition de la Semaine Marocaine de l'Evaluation dans le but d'acquérir et d'apprendre des nouvelles techniques d'évaluation mises en place par les organismes chargés de l'évaluation des politiques publiques au niveau national et international. En particulier : Mettre en pratique des méthodes quantitatives pour remédier aux problèmes de l'insuffisance de l'information pour l'évaluation.	A l'issue de cette formation, Le formateur annonce l'organisation d'un forum francophone de l'évaluation au titre de l'année 2016 à Marrakech, avec participation de plus de 24 pays, cependant la date exacte n'a pas été encore précisée.
Atelier corporate outcome assement	Le 11 Décembre 2015 à l'hôtel Rabat organisé par la FAO	Evaluer les réalisations de la FAO à travers une enquête comprenant les experts qui représentent le gouvernement, les institutions de recherche, la société civile, le secteur privé, etc.	